
Division 01 / Exigences générales

PARTIE 1 - GÉNÉRAL

1.1 EXIGENCES CONNEXES

- .1 Section 26 05 00.

1.2 TRAVAUX VISÉS PAR LES DOCUMENTS CONTRACTUELS

- .1 Les travaux faisant l'objet du présent contrat comprennent le remplacement de lampadaires et autres travaux connexes dans le secteur de l'écluse 3 le long du sentier polyvalent LHNC du Canal Lachine. Les 30 lampadaires à remplacer sont les lampadaires n^{os} C17 à C24, C26 à C31, E2 à E15 et D14 inclusivement. L'emplacement de ces lampadaires est montré en annexe (Annexe 2).
- .2 Le contrat comprend également la fourniture de 12 lampadaires complets mais avec voltage d'opération à 347 volts à remettre et livrer au Ministère client.

1.3 ÉTENDUE DES TRAVAUX

- .1 Les travaux incluent, sans s'y limiter :
 - .1 La fourniture et l'installation des lampadaires;
 - .2 La fourniture et l'installation des plaques de transition;
 - .3 Les raccordements électriques;
 - .4 L'enlèvement, le démontage, la prise en charge, le transport et le déchargement des lampadaires existants au Centre de services. **Les lampadaires à remettre au Ministère seront réutilisés ultérieurement. Il est donc important de prendre toutes les mesures nécessaires lors de l'enlèvement, la manutention et le transport afin de protéger les lampadaires et de les remettre au Ministère client dans le meilleur état possible;**
 - .5 Le prolongement du câblage électrique;
 - .6 Le remplacement du câblage interne des lampadaires, les fusibles et les porte-fusibles;
 - .7 Le remplacement d'ancrage;
 - .8 Les mesures de sécurité, incluant les cônes, les clôtures et les affiches « Homme au travail »;
 - .9 Les attaches, la quincaillerie et les accessoires.
 - .10 Les essais.
 - .11 Les dessins d'atelier pour tout le matériel et les matériaux.

.12 L'excavation et le remblayage.

- .2 Les travaux incluent également la relocalisation des porte-bannières, des bannières et des affiches existantes installées sur les lampadaires existants, la relocalisation des lampadaires existants et la fourniture et l'installation des plaquettes autocollantes d'identification des lampadaires. L'entrepreneur devra fournir pour approbation des dessins d'atelier et échantillons du type de plaquettes autocollantes.

1.4 TRAVAUX EXÉCUTÉS PAR DES TIERS

- .1 Travailler en collaboration avec les autres entrepreneurs et exécuter les instructions du Représentant ministériel.
- .2 Coordonner les travaux avec ceux des autres entrepreneurs. Si l'exécution ou le résultat d'une partie quelconque des travaux faisant l'objet du présent contrat dépendent des travaux d'un autre entrepreneur, signaler sans délai, par écrit, toute anomalie ou tout défaut susceptible de nuire à la bonne exécution des travaux.

1.5 ORDRE D'EXÉCUTION DES TRAVAUX

- .1 Exécuter les travaux par étapes, de manière que le Maître de l'ouvrage puisse utiliser les lieux de façon continue.
- .2 Exécuter les travaux par étapes de manière à permettre l'utilisation continue des lieux par le public. Maintenir l'accès des lieux au public tant que l'état d'avancement des travaux empêche d'offrir une solution de rechange.

1.6 UTILISATION DES LIEUX PAR L'ENTREPRENEUR

- .1 Le chantier peut être utilisé jusqu'à l'achèvement substantiel des travaux.
- .2 L'utilisation des lieux est restreinte aux zones nécessaires à l'exécution des travaux afin de permettre :
- .1 L'occupation des lieux par le Maître de l'ouvrage;
- .2 L'utilisation des lieux par le public.
- .3 Trouver les zones de travail ou d'entreposage supplémentaires nécessaires à l'exécution des travaux aux termes du présent contrat et en payer le coût.
- .4 Une fois les travaux achevés, l'ouvrage existant doit être dans un état équivalent ou supérieur à l'état qu'il présentait avant le début des travaux.

1.7 OCCUPATION DES LIEUX PAR LE MAÎTRE DE L'OUVRAGE

- .1 Le Maître de l'ouvrage occupera les lieux pendant toute la durée des travaux de construction et poursuivra ses activités normales durant cette période.

- .2 Établir le calendrier des travaux avec le Représentant ministériel de manière à réduire les conflits et à faciliter l'utilisation des lieux par le Maître de l'ouvrage.

1.8 SERVICES D'UTILITÉS EXISTANTS

- .1 Avant d'interrompre des services d'utilités, en informer le Représentant ministériel ainsi que les entreprises d'utilités concernées, et obtenir les autorisations nécessaires.

1.9 DOCUMENTS REQUIS

- .1 Conserver sur le chantier un exemplaire de chacun des documents suivants :
 - .1 Dessins contractuels;
 - .2 Devis;
 - .3 Addenda;
 - .4 Dessins d'atelier revus;
 - .5 Liste des dessins d'atelier non revus;
 - .6 Ordres de modification;
 - .7 Autres modifications apportées au contrat;
 - .8 Rapports des essais effectués sur place;
 - .9 Exemplaire du calendrier d'exécution approuvé;
 - .10 Plan de santé et de sécurité et autres documents relatifs à la sécurité;
 - .11 Autres documents indiqués.

1.10 CALENDRIER D'EXÉCUTION

- .1 Élaborer un calendrier d'exécution détaillé à partir des activités liées au projet.
- .2 Le calendrier d'exécution détaillé doit comprendre toutes les étapes correspondantes et nécessaires à la complétion du contrat dans les délais prévus.
- .3 Le Représentant ministériel examinera le calendrier et le remettra à l'Entrepreneur au plus tard dans les cinq (5) jours ouvrables qui suivront.
- .4 Si le calendrier est jugé inexploitable, le réviser puis le soumettre de nouveau au plus tard cinq (5) jours ouvrables après l'avoir reçu.
- .5 Le calendrier révisé accepté deviendra le plan d'ensemble, qui servira de référence pour les mises à jour.

- .6 Mettre le calendrier d'exécution à jour une (1) fois par semaine, de manière qu'il reflète les modifications aux activités, l'achèvement des activités ainsi que les activités en cours d'exécution.
- .7 Joindre au calendrier d'exécution un rapport narratif qui indique l'état d'avancement des travaux, compare l'avancement par rapport au calendrier de référence et présente les prévisions courantes, les retards prévus, les répercussions de ces éléments et les mesures d'atténuation possibles.

1.11 RÉUNIONS DE PROJET

- .1 Discuter du calendrier d'exécution lors des réunions périodiques tenues sur le chantier; identifier les activités qui sont en retard et prévoir des moyens pour rattraper ces retards. Sont considérées en retard les activités dont la date de début ou la date de fin dépassent les dates respectives approuvées figurant au calendrier de référence.
- .2 Discuter également des retards dus aux intempéries et négocier les mesures visant à les rattraper.

PARTIE 2 - PRODUIT

2.1 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

PARTIE 3 - EXÉCUTION

3.1 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

FIN DE LA SECTION

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

1.1 SECTIONS CONNEXES

- .1 Division 26 - Électricité.
- .2 Division 31 - Terrassements.

1.2 MÉTHODES DE PAIEMENT

- .1 Lampadaires.
 - .1 Les lampadaires sont payés à l'unité. Le prix inclut la fourniture et l'installation des matériaux, la main-d'œuvre et les équipements, le fût, le luminaire, la lampe, le tenon, la porte d'accès, le câblage, les porte-fusibles, les fusibles, les connecteurs, les boulons, les écrous, les rondelles, la quincaillerie, les accessoires, les accessoires décoratifs, la plaque de transition, les attaches d'acier inoxydable, la récupération et l'installation des porte-bannières existants, des bannières existantes et des panneaux de signalisation existants sur les nouveaux lampadaires, l'excavation et le remblayage, l'identification à l'aide de plaquettes autocollantes numérotés fournies par Parcs Canada, ainsi que toutes les dépenses incidentes nécessaires à une installation complète et fonctionnelle.
 - .2 Lampadaires supplémentaires.
 - .1 Les lampadaires supplémentaires sont payés à l'unité. Le prix inclut la fourniture, la prise en charge, le chargement le transport et le déchargement des fûts, des luminaires, de la quincaillerie, des accessoires et des accessoires décoratifs aux ateliers de Parcs Canada au Canal-de-Lachine situé au 1156, rue Mill, à Montréal (sur rendez-vous 48 heures à l'avance, auprès de M. Richard St-Jean au 514-283-8303), ainsi que toutes les dépenses incidentes nécessaires.
 - .3 Boulons d'ancrage à remplacer.
 - .1 Les boulons d'ancrage à remplacer sont payés à l'unité. Le prix inclut la fourniture et l'installation du boulon d'ancrage, du béton, des équipements, la mise en œuvre ainsi que l'excavation et le remblayage, la machinerie, le forage du massif de béton, l'enlèvement du béton et de l'ancrage existant et la disposition des matériaux, ainsi que toutes dépenses incidentes nécessaires pour une installation complète et fonctionnelle.
 - .4 Signalisation de chantier.
 - .1 La signalisation de chantier est payée à prix global. Le prix inclut la fourniture, l'installation, le déplacement et l'enlèvement de la signalisation (panneaux d'hommes au travail, cônes, etc.), la fourniture de la main-d'œuvre, des équipements, ainsi que toutes dépenses incidentes nécessaires pour assurer un chantier sécuritaire.

.5 Démolition.

- .1 La démolition est payée à prix global. Le prix inclut la fourniture de la main-d'œuvre, des équipements, ainsi que l'excavation et le remblayage, la machinerie, le démontage des lampadaires, l'enlèvement et l'entreposage à l'intérieur des porte-bannières, des bannières et des panneaux de signalisation, la prise en charge, le chargement, le transport et le déchargement des fûts et des luminaires aux ateliers de Parcs Canada au Canal-de-Lachine situé au 1156, rue Mill, à Montréal (sur rendez-vous 48 heures à l'avance, auprès de M. Richard St-Jean au 514-283-8303), la disposition des matériaux, ainsi que toutes dépenses incidentes nécessaires.

.6 Plaque de transition.

- .1 Les plaques de transition sont payées à l'unité. Le prix unitaire inclut la fourniture et l'installation de la plaque en acier galvanisé peint de la même couleur que le fût, les accessoires, les dessins et les calculs de charge signés et scellés par un ingénieur membre en règle de l'Ordre des ingénieurs du Québec, la main-d'œuvre ainsi que toute dépense incidente pour une installation complète.

.7 Prolongement des conducteurs.

- .1 Le prolongement des conducteurs est payé à l'unité de lampadaire. Le prix unitaire par lampadaire inclut la fourniture et l'installation des conducteurs, des connecteurs à sertir, des gaines thermorétractables avec enduit, ainsi que le scellement des câblages dans les conduits, la quincaillerie, les essais et les accessoires ainsi que toute dépense incidente pour une installation complète et fonctionnelle.

PARTIE 2 - PRODUITS

2.1 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

PARTIE 3 - EXÉCUTION

3.1 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

FIN DE LA SECTION

PARTIE 1 - GÉNÉRAL

1.1 RÉFÉRENCES

- .1 Code canadien du travail, partie II, Règlement canadien sur la sécurité et la santé au travail
- .2 Province de Québec.
 - .1 Loi sur la santé et la sécurité du travail, L.R.Q., c. S-2.1 (édition en vigueur) - Mise à jour 2005.

1.2 DOCUMENTS/ÉCHANTILLONS À SOUMETTRE POUR APPROBATION/INFORMATION

- .1 Soumettre, au plus tard sept (7) jours après la date de signification de l'ordre d'exécution et avant la mobilisation de la main-d'oeuvre, un plan de santé et de sécurité établi expressément pour le chantier et regroupant les éléments ci-après.
 - .1 Résultats de l'évaluation des risques/dangers pour la sécurité propres au chantier.
 - .2 Résultats de l'analyse des risques ou des dangers pour la santé et la sécurité associés à chaque tâche et à chaque activité.
- .2 Soumettre au Représentant ministériel, trois (3) exemplaires des rapports de l'inspection de santé et de sécurité effectuée sur le chantier par le représentant autorisé de l'Entrepreneur.
- .3 Le Représentant ministériel examinera le plan de santé et de sécurité préparé par l'Entrepreneur pour le chantier et lui remettra ses observations dans les quatorze (14) jours suivant la réception de ce document. Au besoin, l'Entrepreneur révisera son plan de santé et de sécurité et le soumettra de nouveau au Représentant ministériel au plus tard sept (7) jours après réception des observations du Représentant ministériel.
- .4 L'examen par le Représentant ministériel du plan final de santé et de sécurité préparé par l'Entrepreneur pour le chantier ne doit pas être interprété comme une approbation de ce plan et ne limite aucunement la responsabilité globale de l'Entrepreneur en matière de santé et de sécurité durant les travaux de construction.
- .5 Plan d'intervention en cas d'urgence : énoncer les procédures et les marches à suivre en cas de situation d'urgence sur le chantier.

1.3 PRODUCTION DE L'AVIS DE PROJET

- .1 Avant le début des travaux, envoyer l'avis de projet aux autorités provinciales compétentes.

- .2 L'Entrepreneur doit assumer le rôle d'entrepreneur principal pour chaque zone de travail et non le complexe entier. L'Entrepreneur doit reconnaître par écrit cette responsabilité dans les trois (3) semaines suivant l'attribution du contrat. L'Entrepreneur doit envoyer un avis de réception écrit à la CSST avec l'avis d'ouverture de chantier.
- .3 Les travaux auront lieu dans les zones ci-dessous.
 - .1 Bassins Peel et de l'écluse 3.
- .4 L'Entrepreneur doit accepter de diviser et d'identifier le chantier adéquatement, afin de définir le temps et l'espace en tout temps pendant la durée du projet.

1.4 ÉVALUATION DES RISQUES/DANGERS

- .1 Faire une évaluation des risques/dangers pour la sécurité présente sur ce chantier en ce qui a trait à l'exécution des travaux.

1.5 RÉUNIONS

- .1 Organiser une réunion de santé et sécurité avec le Représentant ministériel avant le début des travaux, et en assurer la direction.

1.6 EXIGENCES GÉNÉRALES

- .1 Rédiger un plan de santé et de sécurité propre au chantier, fondé sur l'évaluation préalable des risques/dangers, avant d'entreprendre les travaux. Mettre ce plan en application et en assurer le respect en tous points jusqu'à la démobilisation de tout le personnel du chantier. Le plan de santé et de sécurité doit tenir compte des particularités du projet.
- .2 Le Représentant ministériel peut transmettre ses observations par écrit si le plan comporte des anomalies ou s'il soulève des préoccupations, et il peut exiger la soumission d'un plan révisé qui permettra de corriger ces anomalies ou d'éliminer ces préoccupations.

1.7 RESPONSABILITÉ

- .1 Assumer la responsabilité de la santé et de la sécurité des personnes présentes sur le chantier, de même que la protection des biens situés sur le chantier; assumer également, dans les zones contiguës au chantier, la protection des personnes et de l'environnement dans la mesure où ils sont touchés par les travaux.
- .2 Dans le cadre des travaux de construction, l'Entrepreneur doit être l'entrepreneur principal tel que le décrit la Loi sur la santé et la sécurité du travail du Québec, pour exécuter seulement les travaux qui font partie de sa portée et des zones définies et décrites dans le présent devis.

- .3 Respecter, et faire respecter par les employés, les exigences en matière de sécurité énoncées dans les documents contractuels, les ordonnances, les lois et les règlements locaux, territoriaux, provinciaux et fédéraux applicables, ainsi que dans le plan de santé et de sécurité préparé pour le chantier.

1.8 EXIGENCES DE CONFORMITÉ

- .1 Se conformer à la Loi sur la santé et la sécurité du travail, L.R.Q., c. S-2.1, et au Code de sécurité pour les travaux de construction, c. S-2.1, r. 4.
- .2 Se conformer au Règlement concernant la santé et la sécurité au travail pris en vertu du Code canadien du travail.

1.9 RISQUES/DANGERS IMPRÉVUS

- .1 En présence de conditions, de risques/dangers ou de facteurs particuliers ou imprévus influant sur la sécurité durant l'exécution des travaux, observer les procédures mises en place concernant le droit de l'employé de refuser d'effectuer un travail dangereux, conformément aux lois et aux règlements de la province compétente, et en informer le Représentant ministériel de vive voix et par écrit.
- .2 En présence de conditions, de risques/dangers ou de facteurs particuliers ou imprévus influant sur la sécurité durant l'exécution des travaux, aviser le coordonnateur de la santé et de la sécurité et observer les procédures conformément aux lois et aux règlements de la province compétente, et aviser le Représentant ministériel de vive voix et par écrit.

1.10 COORDONNATEUR DE LA SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ

- .1 Embaucher une personne compétente et autorisée à titre de coordonnateur de la santé et de la sécurité, et l'affecter aux travaux. Le coordonnateur de la santé et de la sécurité doit répondre aux critères suivants :
 - .1 Posséder une expérience pratique sur un chantier où sont menées des activités associées aux travaux;
 - .2 Posséder une connaissance pratique des règlements sur la santé et la sécurité en milieu de travail;
 - .3 Assumer la responsabilité des séances de formation de l'Entrepreneur, en matière de santé et de sécurité au travail, et vérifier que seules les personnes qui ont complété avec succès la formation requise ont accès au chantier pour exécuter les travaux;
 - .4 Assumer la responsabilité de la mise en application, du respect dans le menu détail et du suivi du plan de santé et de sécurité préparé pour le chantier par l'Entrepreneur;
 - .5 Être présent sur le chantier durant l'exécution des travaux.

1.11 AFFICHAGE DES DOCUMENTS

- .1 S'assurer que les documents, les articles, les ordonnances et les avis pertinents sont affichés, bien en vue, sur le chantier, conformément aux lois et aux règlements de la province compétente, et en consultation avec le Représentant ministériel.

1.12 CORRECTIF EN CAS DE NON-CONFORMITÉ

- .1 Prendre immédiatement les mesures nécessaires pour corriger les situations jugées non conformes, sur les plans de la santé et de la sécurité, par l'autorité compétente ou par le Représentant ministériel.
- .2 Remettre au Représentant ministériel un rapport écrit des mesures prises pour corriger la situation en cas de non-conformité en matière de santé et de sécurité.
- .3 Le Représentant ministériel peut ordonner l'arrêt des travaux si l'Entrepreneur n'apporte pas les correctifs nécessaires en ce qui concerne les conditions jugées non conformes en matière de santé et de sécurité.

1.13 ARRÊT DES TRAVAUX

- .1 Accorder à la santé et à la sécurité du public ainsi que du personnel du chantier, et à la protection de l'environnement, la priorité sur les questions liées au coût et au calendrier des travaux.

PARTIE 2 - PRODUIT**2.1 SANS OBJET**

- .1 Sans objet.

PARTIE 3 - EXÉCUTION**3.1 SANS OBJET**

- .1 Sans objet.

FIN DE LA SECTION

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

1.1 RÉFÉRENCES

- .1 Office des normes générales du Canada (CGSB).
 - .1 CAN/CGSB 1.189-2000, Peinture d'impression, d'extérieur, aux résines alkydes, pour le bois.
 - .2 CGSB 1.59-1997, Peinture-émail d'extérieur, brillante, aux résines alkydes.
- .2 Association canadienne de normalisation (CSA International).
 - .1 CSA-A23.1/A23.2-F09, Béton - Constituants et exécution des travaux/Essais et pratiques normalisées pour le béton.
 - .2 CAN/CSA-Z321-F96(C2006), Signaux et symboles en milieu de travail.

1.2 INSTALLATION ET ENLÈVEMENT DU MATÉRIEL

- .1 Fournir, mettre en place ou aménager les installations de chantier nécessaires pour permettre l'exécution des travaux dans les plus brefs délais.
- .2 Démonter le matériel et l'évacuer du chantier lorsqu'on n'en a plus besoin.

1.3 PROTECTION ET MAINTIEN DE LA CIRCULATION

- .1 Maintenir et protéger la circulation sur la piste cyclable durant les travaux de construction, sauf indication spécifique contraire de la part du Représentant ministériel. En aucun cas, la piste cyclable ne doit être obstruée.
- .2 Prévoir des mesures pour la protection de la circulation, y compris l'installation de barricades, de clôtures, la mise en place et l'entretien de panneaux d'avertissement, de panneaux indicateurs de danger, de panneaux de direction appropriés et de cônes de signalisation.
- .3 Protéger le public voyageur contre les dommages aux personnes et aux biens.
- .4 Le matériel roulant de l'Entrepreneur servant au transport des matériaux/matériels qui entrent sur le chantier ou en sortent doit nuire le moins possible à la circulation.
- .5 S'assurer que les voies existantes et les limites de charge autorisées sur ces dernières sont adéquates. L'Entrepreneur est tenu de réparer les voies, les aménagements paysagers et toute autre surface endommagés à la suite des travaux de construction.
- .6 Prévoir les panneaux de signalisation, les barricades, les marquages distinctifs et les cônes de signalisation nécessaires à une circulation sécuritaire.

- .7 Prendre les mesures nécessaires pour abattre la poussière afin d'assurer le déroulement sécuritaire des activités en tout temps.

1.4 NETTOYAGE

- .1 Évacuer quotidiennement du chantier de construction les débris, les déchets et les matériaux d'emballage.
- .2 Enlever la poussière et la boue des chaussées revêtues en dur.
- .3 Entreposer les matériaux/matériels récupérés au cours des travaux de démolition.
- .4 Ne pas entreposer dans les installations de chantier les matériaux/matériels neufs ni les matériaux/matériels récupérés.

PARTIE 2 - PRODUIT

2.1 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

PARTIE 3 - EXÉCUTION

3.1 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

FIN DE LA SECTION

PARTIE 1 - GÉNÉRAL

1.1 MODALITÉS ADMINISTRATIVES

- .1 Procédure de réception des travaux.
 - .1 Délais.
 - .1 Un délai maximal de 85 jours ouvrables après l'octroi du contrat est prévu pour procéder à l'achèvement substantiel des travaux.
 - .2 Inspection.
 - .1 Inspection effectuée par le Représentant ministériel.
 - .1 Le Représentant ministériel effectuera avec l'Entrepreneur, une inspection des travaux dans le but de repérer les défauts et les défaillances.
 - .2 L'Entrepreneur devra apporter les corrections demandées.
 - .2 Achèvement des tâches : soumettre un document rédigé en anglais et en français certifiant que les tâches indiquées ci-après ont été effectuées.
 - .1 Les travaux sont terminés et ils ont été inspectés et jugés conformes aux exigences des documents contractuels.
 - .2 Les défaillances et les défauts décelés au cours des inspections ont été corrigés.
 - .3 Les appareils, les matériels et les systèmes ont été soumis à des essais et ils sont entièrement opérationnels.
 - .4 Les travaux sont terminés et prêts à être soumis à l'inspection finale.
 - .3 Inspection finale.
 - .1 Lorsque toutes les tâches mentionnées précédemment sont terminées, présenter une demande pour que les travaux soient soumis à l'inspection finale, laquelle sera effectuée conjointement par le Représentant ministériel et l'Entrepreneur.
 - .2 Si les travaux sont jugés incomplets par le Représentant ministériel, terminer les éléments qui n'ont pas été exécutés et présenter une nouvelle demande d'inspection.
 - .4 Déclaration d'achèvement substantiel : lorsque le Représentant ministériel considère que les défaillances et les défauts ont été corrigés et

que les exigences contractuelles semblent en grande partie satisfaites, présenter une demande de production d'un certificat d'achèvement substantiel des travaux.

- .5 Début du délai de garantie et de la période d'exercice du droit de rétention : la date d'acceptation par le Maître de l'ouvrage de la déclaration d'achèvement substantiel des travaux soumise sera la date du début de la période d'exercice du droit de rétention et du délai de garantie, sauf prescription contraire par la réglementation relative au droit de rétention en vigueur au lieu des travaux.
- .6 Paiement final.
 - .1 Lorsque le Représentant ministériel considère que les défaillances et les défauts ont été corrigés et que les exigences contractuelles sont entièrement satisfaites, présenter une demande de paiement final.
- .7 Paiement de la retenue : Après l'émission du certificat d'achèvement substantiel des travaux, soumettre une demande de paiement de la retenue conformément aux dispositions de l'entente contractuelle.

1.2 NETTOYAGE FINAL

- .1 Effectuer les travaux de nettoyage du chantier et évacuer les matériaux/matériels en surplus, les déchets, les outils et l'équipement.

PARTIE 2 - PRODUIT

2.1 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

PARTIE 3 - EXÉCUTION

3.1 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

FIN DE LA SECTION